

WIDE ANGLE

DE LA CRISE ÉLECTORALE AUX TROUBLES RÉGIONAUX – LE CAS DU GRAND KASAÏ



L'OSSERVATORIO
Associazione Nazionale
Vittime Civili di Guerra
ONUS
RESEARCH CENTRE
ON CIVILIAN VICTIMS
OF CONFLICTS



Auteure : **Martina Morini**

Traductrice : **Fanny Fellay** (Volontaire ONU)

Graphisme : **Vilmar Luiz** (Volontaire ONU)

Photo de couverture : au bord de la rivière Lulua – Crédit: **Martina Morini**

Copyright © 2018

L'Osservatorio – Centre de recherche sur les victimes civiles des conflits

Via Marche, 54

00187 Rome – Italie

Pour de plus amples informations ou pour tout commentaire, veuillez contacter :

 [**@OsservatorioOrg**](https://twitter.com/OsservatorioOrg)

 [**losservatorio.org**](https://www.facebook.com/losservatorio.org)

 [**info@losservatorio.org**](mailto:info@losservatorio.org)

Ce document de recherche est une publication indépendante commandée par L'Osservatorio. L'analyse, les conclusions et les recommandations exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement la position officielle de L'Osservatorio. Le contenu textuel peut être librement reproduit avec citation et/ou mention en bonne et due forme de l'auteur et de l'éditeur.

Le texte qui va suivre est une véritable « histoire congolaise ». Il raconte la violence, les gens en colère, la trahison d'un gouvernement ; il évoque les nombreux jeunes gens qui ont perdu la vie sur les routes d'argile, mais pas seulement. Malgré le mal, et bien que ce ne soit pas terminé, nous connaissons déjà une des fins possibles : des hommes et des femmes qui se rassemblent pour demander pardon. Des habitants d'un village qui réunissent pour se réconcilier, bien conscients des terribles souffrances qu'ils se sont infligées et que la vie est trop courte pour être vécue dans la rancune. Un hommage à la vie, témoignant de la ténacité des congolais et montrant à quel point elle est précieuse pour eux.

Nous aborderons les problèmes liés à la région du Grand Kasai, en portant une attention particulière aux événements qui se sont produits dans les villes de Tshimbulu et de Kananga, à partir d'un point de vue général sur le contexte national et sur les difficultés relatives à la situation électorale délicate.

Les trois puissances importantes du pays, le pouvoir d'État, l'Église catholique et le pouvoir des chefs traditionnels, sont les principaux acteurs.

Le pouvoir d'État est représenté par l'armée (FARDC) et la police (PNC) et il est également présent sous d'autres formes telles que l'ANR (Agence Nationale de Renseignement) et la DGM (Direction Générale de la Migration). L'Église catholique est principalement représentée par la CENCO (Conférence Épiscopale Nationale du Congo). Le pouvoir traditionnel est représenté par le Chef coutumier, plus précisément par le Chef de Groupement.

La période étudiée s'étend du 12 août 2016, date de l'assassinat de Jean-Prince Mpandi, généralement considérée comme le début de la crise au Kasai, au mois de juin 2017.

Mots clefs : République démocratique du Congo, Kasai-Central, Kananga, Tshimbulu, Kamwina Nasapu, FARDC, fosses communes.

Table des matières

1. Introduction	5
2. Vue d'ensemble du pays	6
2.1 Le contexte politique national.....	7
2.2 Le Kasai.....	7
2.3 Le triptyque des pouvoirs	9
3. Kamwina Nsapu	9
4. Les troubles	10
4.1 Le cas de Tshimbulu.....	11
4.2 Kananga, théâtre des affrontements	12
5. Conclusions	14
Notes de fin	16

1. Introduction

« Un beau jour, ils ont décidé qu'ils ne voulaient plus entendre chanter le coq le matin, et c'est pour cela qu'ils les ont tous tués. »¹

Les oiseaux sont les premiers à se réveiller, avant même les coqs. L'horloge n'est pas nécessaire si vous savez différencier leurs chants. À ce moment, le brouillard forme un cocon calme et protecteur, qui laisse apparaître un paysage aux teintes pastel et atténue les bruits environnants.

C'est alors que l'homme entre en scène, les Bayandas apparaissent. Ils reprennent leur trajet dans la fraîcheur du matin.

Ils ont dormi, parfois en groupes, non loin de leur chargement, ils ont mangé, et ils sont maintenant prêts à reprendre la route. Les roues des vélos, écrasées sous le poids d'un chargement de briques, de combustible ou de charbon, laissent le long de la route une longue trace continue, ponctuée d'empreintes de pieds et de gouttes de sueur.

Puis c'est au tour des femmes. Elles se rencontrent sur la route ; leurs voix calmes se propagent tranquillement dans l'air pur. Un sceau sur la tête, certaines se dirigent vers la source ; d'autres, assises au bord de la route, chauffent l'huile dans laquelle elles plongeront bientôt leur beignet. Comme un rideau, le brouillard se lève lentement, pour faire place au spectacle quotidien. Lorsque le soleil forme un angle de 45 degrés avec le sol, l'orchestre est au complet. Les voix des enfants aux chemises blanches et pantalons bleus sur le chemin de l'école, les vélomoteurs sur les routes de terre, des hommes et des femmes convergeant lentement en direction du centre du village pour vendre du maïs, des haricots, des fruits, du gibier, des boîtes de sauce tomate et de mayonnaise. Des gens qui se rencontrent, dans un cadre où le rouge de la terre d'argile tranche sur le vert de la nature luxuriante, dans une odeur de terre humide et fertile et d'air pur.



Abattage d'arbres et production de bois à Mushenge au Kasai-Central.

Crédit: Morini Martina.

Maintenant, le soleil est au zénith et le tableau est complet. Une nouvelle journée commence au Kasai, en République démocratique du Congo.

Trop souvent associés à des mots tels que guerre, malnutrition, pauvreté, diamants et maladies, les lieux comme le Kasai ont une routine qui leur est propre, une intimité et une beauté souvent oubliée et, lorsqu'ils sont déchirés par la violence, c'est quelque chose de précieux qui est dérobé à chacun d'entre nous.

2. Vue d'ensemble du pays

La journée du 12 août 2016 a probablement commencé de la même manière.

Le même brouillard, le même marché et le même soleil éclairant progressivement les routes.

Depuis plusieurs mois, la région du Kasai connaissait un malaise latent, se propageant aléatoirement et prêt à exploser brutalement. Après des mois de frictions, les deux principales puissances du Congo, le pouvoir d'État et le pouvoir traditionnel, entrent en conflit. Jean-Prince Mpandi, alias « Kamwina Nsapu », le chef coutumier de l'ethnie Bajila Kasanga, est assassiné chez lui au cours d'une opération militaire. Son corps est mutilé, comme le montre une vidéo enregistrée par un membre des FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo)², puis il est enlevé. Il est officiellement accusé de contester le pouvoir central et de créer une milice, qui entre dans le domaine des forces militaires non reconnues. C'est le début d'une des pages les plus sombres de l'histoire du Kasai.

Cet événement, presque passé inaperçu au début, est considéré rétrospectivement comme un tournant décisif dans l'escalade de la violence.



Habitants du village de Domiongom au Kasai-Central.

Crédit: Morini Martina.

Goutte d'eau qui fait déborder le vase, il ne s'agit nullement d'une coïncidence mais du résultat de l'accumulation de différents événements qui se sont produits au cours des mois précédents, qui s'inscrit dans un paysage politique très complexe.

2.1 Le contexte politique national

Le mandat du président Joseph Kabila prend fin le 31 décembre 2016. Il s'agit de son second mandat et la constitution ne prévoit pas de possibilité de renouvellement. À six mois de l'échéance, aucune liste électorale n'a encore été établie et l'organisation des élections est sans cesse repoussée, alors que le mois de leur tenue approche. Le pays sombre dans le chaos.

En juillet 2016, à quelques mois de la fin du mandat du président Kabila, Etienne Tshisekedi, un grand et charismatique politicien de Kasai, fait son retour deux ans après s'être retiré. Les grands espoirs placés en lui se changent en frustration au lendemain de sa mort à Bruxelles, en février 2017.

La capitale Kinshasa est traversée de toutes parts par des manifestations, des défilés de jeunes hommes en colère et déçus, qui refusent de tolérer plus longtemps cette situation. En réaction à une telle énergie s'élève une violence d'une même ampleur pour réprimer et faire taire les protestations. Une dizaine de corps sans vie gisent dans les rues de Kinshasa. Les manifestations sont interdites et le travail des médias entravé.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le meurtre de Jean-Prince Mpandi, qui ne suscite aucune réaction notable, considéré à tort et de manière simpliste comme un événement local d'un village distant, dans la région autrefois désignée comme le « Grand Kasai ».

L'attention se concentre sur la capitale, considérée à l'époque comme le vrai terrain de bataille.

2.2 Le Kasai

Dans le paragraphe qui va suivre, le terme « Kasai » désigne le « Grand Kasai », qui comprend les provinces du Kasai-Occidental et du Kasai-Oriental, bien que ces dernières n'existent plus d'un point de vue administratif.

Dès l'entrée en vigueur de la réorganisation des provinces en 2015, les deux provinces ont été divisées en cinq, c'est pourquoi le Kasai est généralement appelé « Kasai démembré » avec ironie et amertume.

C'est dans ces terres que l'opposition au gouvernement et qu'un fort activisme politique puisent leurs racines. Elles ont vu naître Patrice Emery Lumumba³ et Etienne Tshisekedi, dont la popularité a transcendé les frontières nationales et a marqué l'histoire politique du pays. On peut supposer que le manque de considération et le faible intérêt que l'État a toujours manifesté à l'égard de ce territoire est une conséquence directe de son lien avec l'opposition politique.

En matière de progrès technologique, d'infrastructures et de présence de l'État, le Kasai fait partie des régions les plus sous-développées du Congo. Pylônes et câbles électriques traversent toute la région pour fournir Katanga en énergie.

La société SNEL est chargée de fournir l'électricité. À Katanga, ville la plus importante qui fut candidate pour devenir la capitale du pays, l'électricité est disponible dans deux tranches horaires, de neuf heures à midi le matin et de dix-neuf à vingt-deux heures le soir. Exceptionnellement, ces horaires peuvent varier. À l'occasion de matchs nationaux, par exemple, l'électricité est fournie uniquement en marge de l'événement, laissant le reste de la journée non couverte. La plupart des activités dépendent de l'utilisation de groupes électrogènes. Le carburant est transporté principalement par la route et les petits centres sont approvisionnés grâce au transport par vélo.

Le réseau hydraulique, géré par l'entreprise, ne dessert pas toutes les zones du centre-ville et l'approvisionnement est principalement effectué par des femmes vendant des seaux d'eau sur le bord de la route, pour environ deux cents francs congolais (CDF) les vingt litres⁴.

Les transports publics sont presque inexistants ; le moyen de transport le plus populaire est le mototaxi, tandis que la plupart des voitures en circulation appartiennent à des organisations internationales.



Camion immobilisé en raison du mauvais état des routes au Kasai-Central.

Crédit: Morini Martina.

Comme l'indique la CAID (Cellule d'analyses des indicateurs de développement) la ville « ne produit aucun bien de première nécessité et vit des importations ».⁵

Hors de leur contexte, les informations présentées ci-dessus brossent un tableau plutôt sombre de la région, alors que toute la splendeur et la richesse du Kasai résident dans son sol et son sous-sol. Mbuji-Mayi est sans doute la ville la plus célèbre pour l'excavation de diamants, mais il n'est pas rare d'en trouver aussi aux abords des cours d'eau de l'ensemble du territoire. Les minéraux, les fruits, le gibier et les bois les plus précieux font également la richesse du pays.

Quelqu'un m'a parlé de « scandale géologique », quelqu'un d'autre, plus romantique, m'a raconté un jour que Dieu, de passage dans la région, avait oublié son sac ici, au Congo.

2.3 Le triptyque des pouvoirs

Au Kasai, la présence de l'État est distante et peu marquée. Nous pouvons le constater le 26 de chaque mois, lorsque les enseignants forment une longue file pour recevoir leur salaire, qui se monte à environ soixante-seize dollars. L'État se trouve à Kinshasa et seul un lointain écho, faible et corrompu parvient jusqu'au Kasai. Le vide laissé par l'État dans la gestion de la province est comblé par le pouvoir traditionnel et par l'Église catholique. Cette dernière jouit d'une présence solide, forte et diversifiée. La plupart des villages sont construits autour d'anciennes missions, dont les bâtiments en ciment et les puits ont subsisté. Le prêtre joue un rôle actif dans la communauté et l'institution catholique parvient toujours à rassembler des villages entiers à l'église le dimanche matin.

Le pouvoir traditionnel, en particulier au Kasai, est resté intact depuis la division du territoire en « royaumes », chacun gouverné par un roi. D'une grande efficacité et homogénéité sur l'ensemble du territoire, ce type d'organisation fonctionne parallèlement aux institutions étatiques. Le pouvoir traditionnel repose sur la langue Tschiluba, sur un dirigeant élu par tous les membres de sa lignée, et sur le territoire. La Constitution congolaise, dans son Article 207⁶, reconnaît également sa valeur en tant qu'héritage historique du pays. En cas de vols, de litiges portant sur la culture des champs ou sur les limites, il est plus facile de faire appel au chef du village qu'à la police.

Le dialogue entre l'État et le pouvoir traditionnel est récent. En 2011, un débat a été ouvert sur l'importance pour l'État d'octroyer une rémunération au chef coutumier pour son rôle de représentant du pouvoir traditionnel. Le débat au parlement s'est poursuivi jusqu'au 20 avril 2015, date d'approbation d'une nouvelle loi⁷. La loi consiste en 40 articles et confirme la neutralité du pouvoir traditionnel et son importance pour l'héritage culturel du pays. En réalité, une telle initiative révèle un aspect plus sombre que positif, et n'est pas sans conséquence.

L'État tenterait-il d'étendre son influence dans un domaine dans lequel il a complètement perdu de son efficacité ? Serait-il possible d'éviter l'interférence de l'État dans l'élection du chef coutumier ? Dans le cas où un chef serait reconnu par l'État et non par la population, qui sera responsable en cas d'incompatibilité des deux systèmes et comment concilier ces derniers ?

3. Kamwina Nsapu

Nous sommes en 2016, et cela fait environ quatre ans que Jean-Prince Mpandi est devenu le sixième Chef du Groupement Kamwina Nsapu, mais il doit encore passer plusieurs jours devant le bureau du Gouverneur de Kasai-Central pour voir son titre officiellement reconnu.

L'Abbé Jeannot Mandefu, aumônier militaire du diocèse de Kananga, raconte :

« Jean-Prince attendait la réunion avec le gouverneur, car une des obligations de l'État est de protéger la population et de résoudre ses problèmes, mais il décida de rentrer à son village après plus d'une semaine d'attente à Kananga »⁸.

Il s'agit d'une personnalité controversée, on ne connaît presque rien de son passé, à l'exception de quelques ragots selon lesquels il aurait été guérisseur en Afrique du Sud ou quelque part en Chine, et il vivrait désormais en exprimant ouvertement sa frustration.

Dès les premiers mois de 2016, en parcourant la route qui relie Kananga au village de Bunkonde, il n'était pas inhabituel de voir des cases incendiées et de petites régions abandonnées et d'entendre murmurer que la région était désignée comme « zone rouge », en raison du niveau de danger élevé.

Le tableau n'était pas encore complet ; on parlait déjà de combats pour la possession de la terre et d'un courant magmatique souterrain.

Le personnage de Kamwina Nsapu est également un chef charismatique, qui sait parler à ses compatriotes, connaît les points faibles de son peuple, et sait très bien comment attirer, tel un aimant, les masses de jeunes gens insatisfaits, déçus et en colère, et lancer ce qu'il appelle lui-même le « phénomène Kamwina Nsapu ».

Au début du mois d'avril, son influence a commencé à provoquer de vives inquiétudes parmi les autorités, qui ne pouvaient plus l'ignorer.

Le 3 avril, alors que Jean-Prince Mpandi était à l'étranger, les FARDC pénètrent dans le village Kamwina Nsapu et perquisitionnent son domicile, et profanent ses attributs de pouvoir, qu'il considère comme sacrés.

Dès lors, le conflit entre Kamwina Nsapu et l'État devient officiel et s'embrase, et les symboles de l'État tels que la police et l'armée sont visés. Les tensions, d'intensité variable, persistent jusqu'à ce que l'armée pénètre à nouveau dans le village, cette fois pour tuer le chef coutumier.

4. Les troubles

À ce stade de l'histoire, la poussière emplît l'espace et, le matin, les chants d'oiseaux n'accompagnent plus le lever du jour. Désormais, un peuple, trahi et en colère, désordonné et trop jeune pour ne pas suivre cette impulsion, entament ce qu'on appellerait dans d'autres circonstances une « résistance ».

« Ce n'est pas une guerre civile, il n'y a pas d'affrontement entre deux tribus ; Kamwina Nsapu est considéré comme le chef d'un groupe de pression politique, il en avait assez du gouvernement et il voulait montrer que la force ne vient pas toujours des armes. Nous sommes face à l'oppression d'un peuple et d'un chef coutumier qui dit non. De nombreux jeunes gens l'ont suivi et l'ont considéré comme un meneur. Beaucoup d'entre eux ont pris le baptême traditionnel avec lui. »⁹

La lutte de Jean-Prince Mpandi tire parti de la valeur de la tradition et sa supériorité sur l'État. Elle met l'accent sur les aspects les plus traditionnels de l'histoire de Kasaï, y compris la magie.

Une résistance est opposée au moyen de potions qui, avalées face à un feu, vous rendent insensibles aux balles ; d'armes fabriquées à partir de bâtons en bois pour lutter contre

les armes à feu, de bandeaux rouges noués autour de la tête pour donner un sentiment d'invincibilité.

« L'entrée dans la milice a lieu avec le rite d'initiation lors duquel le chef transmet aux plus jeunes, y compris aux enfants, le pouvoir d'invulnérabilité face aux armes. Des incisions sont pratiquées sur le corps, puis une boisson appelée Tchisava, contenant des substances assimilables à des drogues, est offerte. »¹⁰



Enfant chassant dans la forêt du Kasai-Central.

Crédit: Morini Martina.

Il s'agit d'une milice au sens premier du terme, qui consiste en une armée non professionnelle poursuivant but commun. Les miliciens sont nombreux et pour la plupart très jeunes, parfois enfants. Ils sont unis par un mécontentement commun et être membre de la milice de Kamwina Nsapu est bien plus qu'un symbole de rébellion. La « contagion » a lieu très vite. À des kilomètres de là, dans les confins du Grand Kasai d'autrefois, les bandeaux rouges, symboles d'appartenance à la milice, sont partout.

Une des premières catastrophes a eu lieu à Tshimbulu le 8 août 2016, quelques jours avant la mort de Jean-Prince Mpandi. L'attaque s'est produite quelques jours après la prise d'assaut du village de Ntenda, tenu par un cousin de Mpandi et considéré dangereusement proche du pouvoir de Kinshasa.

4.1 Le cas de Tshimbulu

« L'armée a tiré sur des jeunes gens sans savoir s'ils faisaient partie de la milice ou non. Elle les a abattus et a dissimulé les corps dans des fosses communes. Les premières dépouilles ont été retrouvées à Tshimbulu. Généralement, les familles ne déclaraient pas les personnes disparues, s'attendant à ce qu'elles réapparaissent. Le baptême dans la milice faisait ce genre de lavage de cerveau. »¹¹

Tshimbulu est à ce jour la scène d'affrontement la plus sanglante. Dix-huit tombes ont été découvertes non loin de la localité.

En août 2016, certains miliciens attaquent un poste de police, les bureaux de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR), la Direction Générale de la Migration (DGM) et les

principaux symboles de l'État. Une douzaine de corps tombent et restent au sol, et ce n'est que le début. Les mois suivants consisteront en une série d'attaques et de répressions consécutives. Pourquoi dans ce village précisément ?

Pour Sonia Rolley¹², journaliste et envoyée spéciale permanente pour RFI à Kinshasa, les raisons sont évidentes.

On y trouve un certain nombre de généraux congolais considérés comme « rouges » par la Monusco (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo), en raison des crimes commis à l'encontre de la population, notamment lors des guerres avec l'est du pays. Au fil des années, ils sont déplacés et quittent les régions de l'Est, mais leurs postes ne leur sont jamais retirés. Certains d'entre eux sont même promus généraux.¹³

Dans l'est du pays, certains d'entre eux appartiennent à l'ethnie Banyamulenge, ils viennent du Rwanda et, durant la seconde guerre du Congo¹⁴, ils se sont organisés en un groupe armé, le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie), financé par le Rwanda. Les anciens combattants controversés et sanguinaires réintroduits dans l'armée ainsi que leur fort accent rwandais ont toujours éveillé les soupçons et la crainte de la population qui pleure encore les morts de cette guerre.

En 2013, à Kitchanga, dans le Nord Kivu, l'armée aurait commis un massacre et laissé derrière elle deux-cents morts, des douzaines de maisons brûlées et des villages pillés. Peu de temps après, le général François Muhire fut déclaré coupable par la justice congolaise, et considéré également comme un des responsables du massacre. Malgré cela, il n'a jamais été poursuivi pour ses crimes. Dès début 2017, il a mené un régiment lors d'opérations militaires au Kasai, à l'endroit même où les fosses communes se multiplient.

Au cours de son enquête, Sonia Rolley identifie pas moins de quatre autres généraux responsables des massacres de Kitchanga, qui se trouvaient à Kananga à la même période.

De plus, Jeannot Mandefu confirme que :

« Muhire François était à Tshimbulu, où il a tué de nombreuses personnes de ses mains ; maintenant il se trouve à Tshikapa en tant que commandant adjoint d'une brigade. Le Colonel Bahizire Mungu Bimanga Adrien est toujours ici à Kananga, de même que d'autres militaires tels que le Colonel Mukoko Binyere Musavuli, présent sous un faux nom. »¹⁵

Tous ces membres de l'armée appartenaient bataillon 2201, mené par le général Muhire durant la seconde guerre du Congo, et ils ont déjà été inculpés pour usage de la force à l'encontre de la population.

4.2 Kananga, théâtre des affrontements

En septembre 2016, la milice attaque l'aéroport de Kananga. Le bilan officiel fait état de 28 à 40 morts, dont huit membres de corps militaires congolais.

Pour le seul mois de décembre, la milice atteint un de ses pics d'expansion et parvient à prendre le contrôle de la ville de Kananga, alors que, à Kinshasa, les négociations qui

aboutiront à l'accord du 31 décembre se préparent entre la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo) et le gouvernement congolais.

Jusqu'alors, le pouvoir traditionnel de Kamwina Nsapu et l'Église n'étaient jamais entrés en conflit. Les tensions apparaissent seulement à la suite de l'accord du 31 décembre. L'Église, accusée de soutenir le président Joseph Kabila, est prise pour cible par la milice Kamwina Nsapu, qui vise également la police.

Dans les premiers jours du mois de décembre, la milice commence sa marche du village vers la ville. À pied, arborant leurs bandeaux rouges, ils disposent du soutien des villages rencontrés au cours de leur trajet, un appui souvent obtenu au moyen d'intimidations.

Le nombre de fosses communes découvertes le long du trajet laissent penser que l'armée est incapable de distinguer les miliciens de la population et qu'elle abat tout ce qui bouge. La milice parvient à atteindre Kananga et, depuis son arrivée, elle a pris le contrôle de la ville, écartant complètement le pouvoir de l'État, et a établi ses quartiers généraux dans la commune de Nganza.

« La milice empêche l'école de dispenser les cours et, si une école ouvre, le proviseur est puni. La milice empêche également le paiement de taxes, qui enrichissent l'État au lieu de soutenir la population. Les membres de l'armée et de la police ne portent plus d'uniforme, par crainte d'être tués. Leur présence en ville témoigne de l'échec de l'État, car ils détiennent encore l'ensemble du pouvoir. Nous vivons à Kananga depuis plus de deux mois, sous le pouvoir d'un État qui, contrairement à ce qu'il prétend est incapable de prendre en charge la vie quotidienne de la population. Il n'y avait plus de tribunaux, et dénoncer quelqu'un suffisait à le mener devant le 'foyer'. »

Le « foyer » devient le lieu officiel d'administration de la justice. D'après une logique de glorification de la tradition congolaise et selon la philosophie Kamwina Nsapu, on remplace une entité étatique (le tribunal) par une entité traditionnelle (le foyer). Le lieu de l'éducation et de la tradition, où les anciens transmettaient leurs connaissances aux plus jeunes, devient un lieu de jugement et d'initiation. Même le bois utilisé pour le feu a une valeur symbolique : il représente le bois de l'arbre sous lequel les hommes se rencontraient avant la chasse, un type d'arbre de la savane et de bois qui signifie « proche de la rivière ».

« Ce n'était pas lui qui a allumé le feu ; lorsqu'il pratiquait ses rituels, le feu apparaissait et ne s'éteignait plus. Les foyers se trouvaient très loin du centre, en périphérie de la ville, (...). Je voyais des gens revenir fous de ces foyers, même les malades s'y rendaient dans l'espoir que ce pouvoir puisse les guérir. »

De nouveaux contingents militaires sont envoyés à Kananga. Comme lors de leur arrivée quelques mois plus tôt à Tshimbulu, les fosses communes se multiplient. Les images des vidéos tournées par les militaires eux-mêmes sont plus fortes que les mots. On y voit des enfants tomber sous les balles, alors qu'ils tiennent des carabines en bois ; on y voit des femmes, la tête entourée d'une couronne de feuilles; on y voit des personnes âgées ployer sous les balles, avec leur bandeau rouge pour seule protection.

La vidéo du massacre dans le village de Mwamba Lonza est celle qui a le plus attiré l'attention de la communauté internationale.¹⁶ En mars, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme insiste sur la nécessité d'établir une commission d'enquête internationale. Le 13 mars, le gouvernement congolais annonce l'enlèvement de deux experts de l'ONU : la suédoise Zaida Catalan et l'américain Michael J Sharp. Leurs corps sont retrouvés seulement trois semaines plus tard. Les deux abattus et le corps du jeune chercheur décapité.

Quelques jours après l'annonce de la disparition des deux experts, Emmanuel Ramzani Shadari, ministre congolais de l'intérieur, déclare la fin de la « crise Kamwina Nsapu ». Il promet la restitution du corps de Jean-Prince Mpandi, conservé par la police, et la reconnaissance officielle du prochain chef coutumier. Cependant, la crise est loin d'être terminée.

Kananga reste une ville fantôme où règne la terreur. Les opérations de porte à porte menées par l'armée continuent, en particulier dans la commune de Nganza, considéré comme le bastion de la milice.

« La ville est restée vide ; passant de foyer en foyer, ils ont tué les habitants les uns après les autres en raison de la présence des quartiers généraux. La milice a tué et, en regardant Ntemba, nous savons que de nombreuses personnes sont mortes, même si elles n'ont pas été enterrées dans des fosses communes.

Je suis un militaire, je me trouve à côté de l'hôpital militaire et, derrière lequel est située la morgue. À un moment donné, les militaires arrivaient de l'extérieur, après que ceux déjà présents à Kananga ont été accusés de soutenir la milice. Leur unique mission était de tuer. Ils partaient durant la journée et chargeaient les corps dans les jeeps. L'homicide ne peut être prouvé en l'absence de la dépouille, et il ne peut être considéré comme un crime. Les corps étaient transportés à la caserne, conservés à la morgue, puis jetés dans des fosses communes. Après leur départ, j'y retournais pour donner une bénédiction et prier pour ces corps. La découverte des fosses communes a permis de répondre à de nombreuses questions. L'armée avait bien pour mission de tuer les jeunes pour mettre fin au phénomène Kamwina Nsapu. Beaucoup d'entre eux sont morts sans même savoir ce que Kamwina Nsapu signifiait réellement. »¹⁷

5. Conclusions

Comme nous le prévoyions, il n'y existe pour l'heure pas de fin à proprement parler, bien qu'il semble déjà y en avoir beaucoup, plus petites mais non moins importantes. L'une d'entre elles mérite d'être mentionnée : une fois la milice partie, les habitants d'un village voisin de Kananga étaient incapables de reconnaître les victimes des bourreaux, une histoire qui nous rappelle une des nôtres. Quelqu'un avait intégré la milice pour rester en vie, quelqu'un d'autre l'avait intégrée parce qu'il croyait vraiment en elle et, à la fin, chacun avait perdu quelque chose ou quelqu'un. Le bourreau était devenu victime et, à la fin, la douleur était la même. Les hommes et les femmes de ce village ont alors décidé de se réunir et d'essayer de se réconcilier afin de continuer à vivre ensemble, libéré de la rancune et désireux de revenir à la vie.



En attendant le café. Nsele, Kasai-Central.

Crédit: Morini Martina.

Il convient de rappeler ce qui précède sans oublier les chiffres concernant une des crises humanitaires les plus importantes de 2016. Monusco avait identifié quatre-vingts fosses communes en juillet 2017, l'UNHCR fait état de plus de 30 000 réfugiés qui ont trouvé un abri à l'extérieur du pays et plus de 1 300 000 personnes déplacées, qui ont quitté leur domicile mais restent à l'intérieur du pays.¹⁸

Depuis le mois de mars 2017, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a cherché à obtenir l'autorisation de mener une enquête, alors que certains pays africains comme l'Afrique du Sud ont bloqué cette initiative. Sur ce point, le gouvernement congolais n'est pas disposé à accepter de compromis et il refuse toute tentative externe visant à enquêter sur les crimes perpétrés au Kasai, ainsi que sur l'assassinat des deux experts de l'ONU.

Certains signes laissent penser que la crise est loin d'être résolue. Le 7 juillet 2017, le président de la CENI (Commission Électorale Nationale Indépendante), l'institution qui a pour mission d'assurer la bonne marche des élections dans le pays, a déclaré que la tenue d'élections était inenvisageable avant la fin de l'année, en raison du climat d'insécurité qui règne au Kasai. Le 5 novembre 2017, le CENI publie le nouveau calendrier, qui fixe les prochaines élections à la fin de l'année 2018, reportant ainsi la fin du mandat du président pour une période de deux ans.

Au vu de cet épilogue, il semble que les milliers de morts ensevelis dans les fosses communes au Kasai, auxquels s'ajoutent les centaines de personnes mortes à la suite de l'éclatement de la crise à l'est du pays, font partie du prix que le gouvernement a décidé de payer pour détourner l'attention internationale et accroître et maintenir son hégémonie.

Notes de fin

¹ Extrait de l'entretien accordé à l'auteur par l'Abbé Jeannot Mandefu, le 1 septembre 2017.

² RFI English, « A deadly attack against chef Kamwina Nasapu », https://www.youtube.com/watch?time_continue=6&v=EH3UkZ2JKI4 (consulté le 28 septembre 2017)

³ Patrice Émery Lumumba est né à Onalua en 1925. Il reste une figure emblématique pour les luttes anticolonialiste, anti-impérialiste et procommuniste qu'il a menées. Il entame une carrière journalistique avant de se lancer dans la politique en 1958, en fondant le Mouvement national congolais. En 1960, il devient le premier Premier ministre démocratiquement élu à l'issue des premières élections convoquées à la suite de l'indépendance du pays. En décembre de la même année, le général Mobutu achève son coup d'État par l'arrestation de Lumumba près de la rivière de Sanuru et son exécution le mois suivant. Après cet événement, il faudra attendre 40 ans avant de voir une autre élection démocratique en RDC.

⁴ Un dollar américain équivalant environ à 930 CDF, 200 CDF ont donc une valeur de 0,21 dollars.

⁵ CAID, « Particularités et richesses de la ville », <https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-villes/ville-de-kananga/?Domaine=fiche> (consulté le 29 septembre 2017)

⁶ « L'autorité coutumière est reconnue. Elle est dévolue conformément à la coutume locale, pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à la Constitution, à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Tout chef coutumier désireux d'exercer un mandat public électif doit se soumettre à l'élection, sauf application des dispositions de l'article 197 alinéa 3 de la présente Constitution. L'autorité coutumière a le devoir de promouvoir l'unité et la cohésion nationales. Une loi fixe le statut des chefs coutumiers. »

⁷ Loi fixant le statut des chefs coutumiers, http://www.droitcongolais.info/files/1.11.1.-Loi-du-25-aout-2015_Statut-des-chefs-coutumiers.pdf (consulté le 1 octobre 2017)

⁸ Extrait de l'entretien accordé à l'auteur par l'Abbé Jeannot Mandefu, le 1 septembre 2017.

⁹ Extrait de l'entretien accordé à l'auteur par l'Abbé Jeannot Mandefu, le 1 septembre 2017.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Extrait de l'entretien accordé à l'auteur par l'Abbé Jeannot Mandefu, le 1 septembre 2017.

¹² Sonia Rolley, « Violence au Kasai », <http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/> (consulté le 2 octobre 2017).

¹³ C'est le cas par exemple d'Eric Ruhorimbere, promu général en 2014 et ancien membre du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), créé dans la région du Kivu, dans lequel il combattait contre les forces armées congolaises.

¹⁴ Cette guerre, qui a eu lieu entre 1998 et 2003 est l'une des plus sanglantes de l'histoire contemporaine africaine, à tel point qu'elle a même été surnommée la « première guerre mondiale africaine ». Elle débute à la suite du départ de Kinshasa de quelques personnalités rwandaises, sur décision du président Kabila. Ces personnalités l'avaient

aidé à consolider son pouvoir durant la première guerre. Le conflit a ensuite dégénéré en massacre, perpétré notamment à l'est du pays en se fondant sur des critères ethniques. Le traité de paix conclu avec le Rwanda a été signé à Pretoria en juillet 2002, après la mort du président Laurent Kabila, auquel a succédé son fils Joseph Kabila.

¹⁵ Extrait de l'entretien téléphonique accordé par l'Abbé Jeannot Mandefu à l'auteur le 2 octobre 2017.

¹⁶ Vidéo de massacre au Kasai, le gouvernement reconnaît des « excès », <https://www.youtube.com/watch?v=F9ck2UaZYf8> (consulté le 22 septembre 2017)

¹⁷ Extrait de l'entretien téléphonique accordé par l'Abbé Jeannot Mandefu à l'auteur le 2 octobre 2017.

¹⁸ Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme (HCDH), <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21937&LangID=E> (consulté le 22 septembre 2017) [page en anglais]



L'OSSERVATORIO



Associazione Nazionale
Vittime Civili di Guerra
ONLUS

RESEARCH CENTRE
ON CIVILIAN VICTIMS
OF CONFLICTS

 **@OsservatorioOrg**

 **losservatorio.org**

 **info@losservatorio.org**